

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

21 décembre 2012 | *Le Droit* | JUSTINEJUSTINEMERCIER MERCIER [jmercier@jmercier@ledroit.ledroit.com](mailto:jmercier@jmercier@ledroit.ledroit.com)  
com

# Les coupures dénoncées par les chargés de cours

Le syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec en Outaouais (SCCCUQO) dénonce à son tour les compressions budgétaires de 124 millions\$ imposées aux universités.

Pour l'UQO, les coupures réclamées par le gouvernement sont de l'ordre de 1,9 million\$ d'ici le 30 avril prochain. Le président du SCCC-UQO, Louis-Charles Sirois, affirme que des compressions subies au cours des dernières années forcent déjà l'université à fonctionner avec le minimum. « Il y a deux fois plus de monde dans les salles de classe qu'avant, affirme M. Sirois. C'est rendu lourd pour les enseignants, mais aussi pour les étudiants. »

Le syndicat, qui représente quelque 640 membres à l'UQO, affirme que les plus récentes coupures sont ainsi « abusives en ce qu'elles aggravent l'insuffisance des ressources mises à la disposition des universités et surviennent trop tard en cours d'année budgétaire ».

M. Sirois estime que « l'UQO a déjà coupé tout ce qu'elle pouvait », de sorte que « ces nouvelles coupures vont inévitablement provoquer une réduction du service universitaire à l'UQO et partout ailleurs ». Le président du SCCC-UQO compte faire valoir son point de vue lors du forum citoyen sur l'avenir de l'enseignement supérieur au Québec, qui se tiendra à Gatineau, le 19 janvier prochain. « Il faut qu'on dénonce, mais qu'on dénonce de façon constructive », croit M. Sirois.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

21 décembre 2012 | *Le Droit* | FANNIE OLIVIER FANNIE OLIVIER *La Presse Canadienne La Presse Canadienne*

# Le port du niqab devant le tribunal reste du cas par cas

Les femmes portant le niqab pourront témoigner sans être forcées de dévoiler leur visage, mais seulement dans certaines situations, a tranché la Cour suprême du Canada jeudi, dans un jugement très partagé.



LA PRESSE CANADIENNE

**Dans certaines situations seulement, les femmes portant le niqab pourront témoigner sans être forcées de dévoiler leur visage, a tranché la Cour suprême hier.**

---

L'affaire met en cause une jeune femme portant le niqab, un voile doté d'une mince fente ne laissant paraître que les yeux, qui a porté plainte pour agression sexuelle contre un oncle et un cousin en 2007.

La femme de Toronto n'est identifiée que par les initiales N.S. en raison d'une ordonnance de nonpublication. Elle affirme avoir été agressée enfant sur une période de quatre ans par ces deux hommes.

Lors de l'enquête préliminaire sur cette affaire, elle a refusé pour des motifs religieux de retirer son voile comme l'exigeait le juge. Les accusés faisaient valoir pour leur part qu'il était important de pouvoir observer les expressions faciales de la victime présumée lors de son contre-interrogatoire afin d'avoir

accès à un procès juste.

La cause est montée jusqu'en Cour d'appel ontarienne, qui a statué que les témoignages devaient se faire à découvert, mais seulement dans les cas où le port du voile altérerait le droit à un procès équitable pour les accusés. Le tribunal dressait une liste de critères à évaluer en fonction de la situation.

À quelques détails près, la Cour suprême a maintenu hier que l'obligation de retirer le voile d'un témoin demeurerait du cas par cas.

Retour à la case départ

Dans le cas précis de N. S., c'est un véritable retour à la case départ. Elle devra faire valoir au juge de première instance qu'elle remplit les critères formulés par le plus haut tribunal du pays pour porter en cour son niqab. La poursuite contre ses deux proches pourra éventuellement reprendre une fois cette question réglée.

Son histoire avait divisé une bonne partie de la population, et les juges de la Cour suprême n'ont pas fait exception, comme l'illustre la décision partagée 4-2-1.

La juge en chef Beverley McLachlin, rédigeant pour la majorité, a refusé de décréter un droit absolu de porter le niqab dans un tribunal ou, à l'inverse, de le bannir totalement.

« À mon avis, ces deux extrêmes doivent être rejetés en faveur d'une troisième solution: permettre au témoin de déposer à visage voilé, à moins que cela ne porte atteinte d'une façon injustifiée au droit de l'accusé à un procès équitable », a-t-elle écrit.

Liberté de religion brimée?

Un juge confronté à une telle situation devra se poser ces questions: obliger le témoin à retirer son niqab porterait-il atteinte à sa liberté de religion? Autoriser le contraire poserait-il un risque sérieux pour l'équité du procès? Y a-t-il possibilité de réaliser les deux droits? Et, en cas de conflit, les effets bénéfiques au retrait du niqab surpassent-ils ses effets préjudiciables?

Pour l'aider sur cette dernière question, la juge McLachlin a énuméré une liste de facteurs à soupeser: la force de la conviction religieuse du témoin, le préjudice que forcer quelqu'un à enlever son niqab pourrait entraîner à la société, la nature du témoignage et s'il se fait devant un juge ou un jury.

« Le juge doit évaluer tous ces facteurs et décider si, dans l'affaire qui l'occupe, les effets bénéfiques de l'obligation faite au témoin d'enlever le niqab pour témoigner sont plus importants que ses effets préjudiciables », a-t-elle résumé. D'autres critères pourraient selon elle être ajoutés au fil du temps.

Dans leur jugement dissident, les juges Louis LeBel et Marshall Rothstein ont soutenu que le niqab ne devrait jamais avoir sa place dans un tribunal, puisqu'il nuit à « l'exercice de communication » que constitue un procès.

Enfin, à l'inverse, l'opinion de la magistrate Rosalie Abella est que le niqab devrait être conservé en toutes circonstances, sauf si l'on doute de l'identité du témoin.

N. S. et les coaccusés avaient fait entendre leurs arguments sur la question en décembre l'an dernier. Des groupes de femmes s'étaient rangés derrière N. S., affirmant que d'obliger les musulmanes portant le niqab à dévoiler leur visage aurait pour effet de les décourager à porter plainte contre leurs agresseurs.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

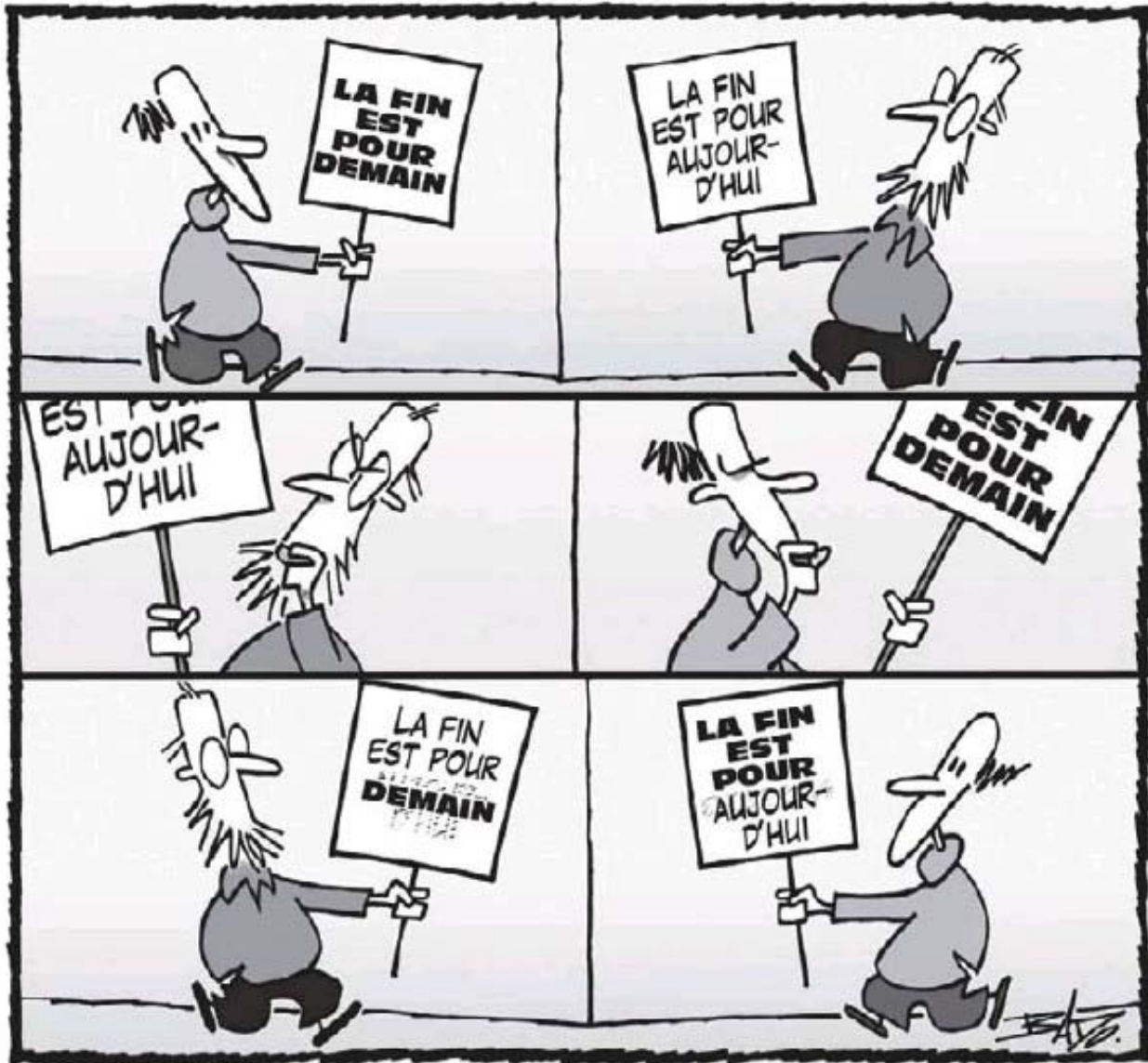
[Article suivant](#)

[Article précédent](#)[Article suivant](#)

21 décembre 2012 | Le Droit | Renald Veilleux, Gatineau Denis Séguin, St-albert

# Une nouvelle ère ?

Que le vrai Stephen Harper se lève. Celui qui affirmait en 2002 que « Le Canada n'est pas un pays bilingue » dit aujourd'hui que c'est son « devoir » de protéger la langue française partout au pays. Pas plus tard que l'an dernier, il nommait un Vérificateur général unilingue anglais. Cette année, il change d'idée et appuie un projet de loi du NPD qui obligerait les agents du Parlement (dont le VG) à être bilingues. Lui qui parlait de discrimination contre l'anglais au Québec dit maintenant comprendre la volonté du gouvernement Marois de renforcer la Loi 101...



Le premier ministre qui obtenait l'an dernier une majorité parlementaire sans l'appui des francophones vient-il de trouver son chemin de Damas ou s'agit-il plutôt de manœuvres machiavéliques,

destinées à redorer un blason terni au Québec ? Le bilan des conservateurs en matière linguistique, ainsi que son bémol au sujet du bilinguisme des juges de la Cour suprême, auraient tendance à accréditer la seconde thèse. Alors, si M. Harper veut nous convaincre de la droiture de ses intentions, il devra passer de la parole aux actes car on le jugera aux résultats.

Dans l'entrevue de fin d'année qu'il a accordée en français au réseau TVA, le premier ministre fédéral a haussé la barre, dépassant d'une bonne coudée les plates litanies d'engagements et de réalisations. Il a déclaré que la protection du français était pour lui un « devoir ». C'est un terme fort. Mais il va encore plus loin, affirmant « comprendre » la crainte des Québécois pour leur langue « dans un continent dominé par l'anglais ». Le mot-clé, ici, c'est « comprendre ». Sens du devoir et compréhension des enjeux peuvent, en principe, donner une puissante mixture.

L'hostilité du Canada anglais et d'une frange importante de ses médias à l'endroit des mesures de promotion et de protection du français — au Québec comme dans les autres provinces — résulte souvent d'une incompréhension de la dynamique linguistique et des injustices qu'ont subies les francophones un peu partout au pays. Si M. Harper « comprend » vraiment, il devra sans relâche marteler auprès du public anglo-canadien le même message qu'il vient de livrer sur les ondes de la télévision de langue française. Cela fait aussi partie de son « devoir ».

Le premier ministre, il faut l'avouer, a appris mieux que la plupart de ses collègues la langue de Molière. Il peut maintenant dialoguer en français et reconnaître toute l'importance de capter à la fois le sens et les nuances des propos de ses interlocuteurs francophones. M. Harper est ainsi en mesure d'apprécier les déficiences d'une communication par interprète ou traduction simultanée. Cette expérience personnelle devrait lui permettre de mieux saisir — et proclamer — le caractère essentiel d'une connaissance des deux langues officielles pour tous les juges de la Cour suprême.

Ayant à sa disposition une fonction publique à même de décortiquer les recensements successifs, le premier ministre doit être au courant des liens essentiels entre langue de travail et pérennité du français, particulièrement dans les grands centres urbains où les deux groupes linguistiques se côtoient. Son « devoir » de protection du français devra aussi s'ouvrir à l'urgence de permettre aux fonctionnaires fédéraux de travailler dans leur langue, et d'étendre l'application de la Loi 101 aux entreprises sous juridiction fédérale au Québec.

Enfin, s'il faut prendre au sérieux l'engagement de M. Harper, celui-ci devra reconnaître l'opportunité de procéder à mieux qu'une consultation bidon sur le renouvellement de la Feuille de route pour la dualité linguistique, qui arrive à échéance en 2013. Les minorités canadiennes-françaises et acadiennes sont celles qui ont, de loin, le plus grand besoin de son devoir de protection et les enjeux qui les concernent méritent un débat ouvert, sur la place publique.

Le 21 décembre 2012 doit marquer le début d'une nouvelle ère, dit-on. Nous l'espérons, Monsieur le premier ministre. Le correspondant Normand Rousseau n'a rien compris ou ne veut rien comprendre du domaine de la foi. Ses propos, en lien avec la tragédie américaine du Connecticut, sont pour le moins odieux et frisent le blasphème (« Où étaient les anges gardiens ? », LeDroit, 18 décembre). Il parle comme si Dieu était inconscient, ignorant et insensible face aux malheurs humains qui sont la conséquence du péché dont il est venu lui-même nous délivrer. Nous sommes dans le domaine de la foi et de l'amour de Dieu. Ce dernier est-il responsable du mal, lui qui est le Bien par excellence? Cherchez la réponse chez son ennemi. Il méprise la foi des gens simples et l'appel à l'amour qui provient justement de l'amour de Dieu. Pour saisir cette réalité il nous faut ouvrir son cœur et accepter que, comme êtres humains, on ne peut pas tout expliquer car nous ne sommes pas des êtres transcendants, ni totalement autosuffisants. Nous devons avoir l'humilité d'admettre nos limites. Généralement, en vieillissant, on parvient à admettre cette réalité, ce qui ne semble malheureusement pas être son cas. Une récente lettre du député de Glengarry-Prescott-Russell Pierre Lemieux accuse le Nouveau Parti démocratique de vouloir imposer une taxe sur le carbone. Cela est complètement faux ! Le NPD prône plus un système de plafonds et d'échanges pour réduire la pollution et les émissions de gaz à effet de serre... ce que le PC prônait en 2008. En 2011 après son assermentation, le nouveau ministre de l'Environnement, Peter Kent a dit à propos d'un système de plafonds et d'échanges : « Ça demeure quelque chose que nous pourrions envisager dans le futur. » Ce mécanisme préconisé par le NPD veut dire que les pollueurs devront payer pour les carbones émis par leur production. Ceci n'est pas la même chose qu'une taxe sur le carbone.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

## Recrudescence de la grippe en Ontario



Publié le 20 Décembre 2012  
Sébastien Pierroz 

**La médecin hygiéniste en chef de l'Ontario, la docteure Arlene King, encourage les Ontariennes et les Ontariens à se faire vacciner contre la grippe. La raison? Le taux élevé d'activité grippale dans la province.**

Sujets : [Ontario](#)

Les rapports hebdomadaires des soins de santé de première ligne montrent qu'un nombre élevé de patients présentant des symptômes pseudogrippaux se rendent dans les cabinets médicaux et les salles des urgences, ainsi qu'un nombre plus élevé que d'habitude des cas de grippe confirmés en laboratoire, en particulier dans le sud-ouest et l'est de l'Ontario

La province est aussi confrontée à davantage d'éclotions d'infections respiratoires dans des établissements comme les foyers de soins de longue durée.

Mme King est d'avis qu'un bon nombre de choses doit être effectué si les symptômes de la maladie apparaissent. Notamment, se laver les mains soigneusement et fréquemment, éternuer ou tousser la manche, sans oublier rester à la maison.

Article précédent

Article suivant

21 décembre 2012 | Le Droit | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

# Centraide Ottawa prolonge sa campagne

François Pierre Dufault



2009 C300 4Matic 28 950 \$  
Blanc (stock # P19014) toit ouvrant,  
phares bi-xénon, sièges chauffants



2009 C300 4Matic 29 825 \$  
Blanc (stock # P07666) toit ouvrant,  
phares bi-xénon, sièges chauffants



2011 GLK 350 4Matic 42 975 \$  
Argent (stock #135623A) ens Premium, ens Tech,  
phares bi-xénon 37 518 km



2010 C250 31 975 \$  
Noir, (stock # P98258) Ens Premium,  
ens Sport, 30 343 km



Mercedes-Benz

**Ogilvie Motors Limited**  
1110, boul. St-Laurent, Ottawa 613 745-9000  
ogilvie.mercedes-benz.ca

Le service des incendies d'Ottawa lance un appel à la prudence à l'approche des Fêtes, l'une des périodes les plus risquées de l'année en matière d'incendie. En ce temps occupé, il est facile de baisser la garde. Et c'est à ce moment qu'un incendie peut se déclarer, prévenir

**les pompiers. Arroser les arbres de Noël fraîchement coupés chaque jour, vérifier chaque jeu de lumières avant de décorer, vérifier l'état des détecteurs de fumée et de monoxyde de carbone, préparer un plan d'évacuation et toujours garder un oeil sur les proches consommant de l'alcool sont quelques-uns des conseils de sécurité qu'ont partagés le chef adjoint du Service des incendies d'Ottawa, Kim Ayotte, et le porte-parole Marc Messier.**

---

Centraide Ottawa prolongera sa campagne annuelle de financement jusqu'au 31 mars dans l'espoir d'atteindre son objectif de 30 millions \$. L'organisation doit encore amasser 6 millions \$ pour répondre aux besoins de quelque 75 groupes bénéficiaires venant en aide aux plus démunis dans la capitale.

C'est la première fois que Centraide Ottawa prolonge sa campagne annuelle, habituellement d'une durée de 10 semaines. « Des employeurs qui organisent des collectes en milieu de travail nous ont demandé de prolonger notre campagne, afin qu'ils puissent contribuer, eux aussi. L'automne est une saison très occupée pour plusieurs de ces employeurs. Ils ont plus de temps à consacrer à notre cause en janvier et février », explique le conseiller Mathieu Fleury, coprésident de la campagne.

Pour mousser les dons individuels, Centraide Ottawa a aussi mis sur pied une boutique des Fêtes sur Internet où il est possible d'acheter des « cadeaux virtuels ».

Centraide Ottawa n'envisage pas, pour l'instant, de revoir à la baisse le financement de ses 75 organismes bénéficiaires, affirme M. Fleury. « Ce n'est absolument pas notre plan. Les employeurs qui organiseront des collectes dans les premiers mois de 2013 représentent environ 20 % de nos partenaires. Nous avons atteint un peu plus de 80 % de notre objectif. Alors je suis confiant que nous allons réussir », insiste l'élu du quartier Rideau-Vanier au Droit.



L'incertitude économique fait mal aux organismes de charité. La semaine dernière, les organisateurs de la campagne de Centraide Outaouais ont lancé un cri du coeur aux donateurs dans l'espoir d'atteindre leur objectif de 5,9 millions \$ d'ici leur date butoir du 26 février. Les campagnes d'Ottawa et de l'Outaouais avaient toutes deux raté leur cible, l'an dernier. Les deux organisations ont revu leur objectif à la baisse, cette année.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)




## Fin du monde: pas de panique!



Patrick Voyer



Publié le 21 Décembre 2012

Patrick Voyer   
La Revue

**Le professeur et conservateur de l'exposition sur les Mayas présentée plus tôt cette année au Musée des civilisations, Jean-Luc Pilon, est catégorique: les données scientifiques et historiques avançant une possible fin du monde le 21 ou le 23 décembre, sont incomplètes.**

Sujets : [Fin du monde](#)

Mieux: il existerait des informations glanées dans les glyphes mayas assurant que des événements se déroulaient au-delà du 13e cycle ("bak'tun"), défini par l'ancienne civilisation reconnue pour son sens accru de la temporalité.

Mais la preuve la plus importante que le 21 ou le 23 ne sonneraient pas le glas du 13e cycle, depuis le début du "compte long" en 3114 av. J-C sur lequel les mayas se basaient pour leurs calculs, est plus simple encore: «D'après moi, les données (trouvées sur une stèle) que nous avons sur la fin de ce cycle sont tellement imparfaites qu'on ne peut leur attribuer de valeur. Ça nous force à nous rappeler qu'il est difficile de comprendre les sciences du passé, qui sont toujours en évolution. Par exemple, trouvez un autre texte sur le sujet et ça pourra changer votre perception!, lance le professeur. Quand on recherche la vérité dans de tels documents, c'est un objectif, mais on ne peut y arriver. C'est comme essayer de se faire croiser deux rails parallèles... Ça nous fait réaliser nos limites.»

Jean-Luc Pilon trouve aussi ridicule que certains aient trouvé une corrélation entre les prédictions des Mayas et celles de Nostradamus.

### La source

Les mayas voyaient arriver chaque fin de cycle, court ou long, et posaient d'importants gestes pour les commémorer. Ils inscrivait notamment sur des stèles leurs impressions et prédictions, ce que les chercheurs étudient depuis des siècles.

Selon leurs observations, nous ferions partie de la quatrième époque de création et la fin du 13e cycle compris dans cette époque serait marquante. «Il est écrit qu'un dieu "pas très gentil" va se manifester, indique M. Pilon. Mais après? Il nous manque des textes...»

## Les conséquences

Jean-Luc Pilon pense donc que l'Apocalypse ne surviendra pas en décembre 2012...

«Je sais que ça en stresse beaucoup, mais pas les mayanistes qui trempent là-dedans tout le temps, précise-t-il. Il y a énormément de points d'interrogation.»

«Je me sens mal pour les gens qui ont vraiment peur de ça ou ceux qui se laissent aller à la panique», ajoute-t-il.

Une bonne façon de raisonner, selon lui? Se souvenir du bogue de l'an 2000! «Est-ce qu'il est arrivé chez vous?, demande-t-il à la blague. On est peut-être passé dans un univers parallèle...»

Jean-Luc Pilon estime que si rien n'arrive le matin du 24, au lendemain de la seconde date possible, les individus qui y croyaient dur comme fer se poseront de sérieuses questions.

«Mais je suis sûr qu'il y en aura un autre qui va dire que ceux avant lui se sont trompés, que lui détient la vérité... pour 5,99\$ la minute», conclut-il en riant.

[Article précédent](#)[Article suivant](#)

21 décembre 2012 | *Le Droit* | GABRIELLEGABRIELLEDUCHAINE DUCHAINE LaLaPresse Presse

# L'apocalypse dans le monde

La menace de fin du monde donne lieu à des histoires plus surprenantes les unes que les autres partout sur la planète.

En Chine, près de 1000 membres de l'Église évangélique de Dieu tout-puissant ont été arrêtés et détenus parce qu'ils propageaient des rumeurs sur l'apocalypse.

En Serbie, une montagne en forme de pyramide qui, grâce à des ondes électromagnétiques, serait à l'abri de la fin du monde, attire les foules. Le seul hôtel de la montagne affiche complet depuis des mois.

En France, des tenants de l'apocalypse croient que Bugarach, dans l'Aude, sera épargné. Le pic rocheux qui surplombe le village à 1230 m serait en fait un garage d'extraterrestres. Certains sont persuadés qu'il faut y planter sa tente pour survivre. Afin de ne « pas être embêtées par des illuminés et les sectes apocalyptriques », les autorités ont décidé d'interdire l'accès au pic.

Fêter pour oublier

S'il faut mourir, aussi bien mourir en prenant un coup. C'est du moins le message véhiculé ces jours-ci par de nombreux bars, qui profitent de l'apocalypse pour faire un petit coup de marketing.

« Ce vendredi, c'est l'endroit où se mettre à l'abri et faire la fête ! », annonce un bar de Griffintown.

« Avis d'éviction. Party de fin du monde 2012 », titre une autre boîte de nuit sur ses prospectus.

Des stations de radio ont aussi organisé des concours sur le même thème. « Que veux-tu faire avant la fin du monde ? » demande une station en Abitibi. Soumets une photo, une image ou un dessin et explique ton désir en quelques mots et cours la chance de gagner 500 \$ pour fêter la continuité. »

La Toile s'emballe

La machine à rumeurs s'est emballée sur Internet à l'approche de la date fatidique. Des centaines de blogues et de sites web prédisent la fin du monde et aident ceux qui y croient à y faire face.

Aux États-Unis, le site [www.december212012.com](http://www.december212012.com), qui se présente comme le site officiel de la fin du monde, recense tout ce qui a été écrit sur la question.

On y fait aussi une recension des récentes catastrophes, qui ne seraient que des étapes, selon les croyants, vers la journée d'aujourd'hui.

À Montréal, quelques blogues ont vu le jour. Les internautes y échangent des trucs afin de se préparer au pire. On suggère de se procurer nourriture et eau. Sur un forum consacré aux survivalistes et géré par le groupe Domsday Preppers, un membre s'inquiète :

« Je n'y croyais pas vraiment, mais depuis quelques mois, je vois plein de trucs bizarres. »

Un autre demande : « Quel est l'endroit le plus sûr à Montréal ? » Le blogue [2012fin.com](http://2012fin.com) présente un compte à rebours. On précise sur la page d'accueil que le but du site n'est « pas de créer un vent de panique ». On ajoute toutefois qu'au solstice de l'hiver 2012, les Mayas « confirment sans équivoque la fin du monde tel que nous le connaissons aujourd'hui ».

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)[Article suivant](#)

Article précédent

Article suivant

21 décembre 2012 | Le Droit | LaLaPresse Presse

# Le lendemain risque d'être douloureux

PHILIPPEPHILIPPETEISCEIRA-TEISCEIRA-LESSARD LESSARD



ASSOCIATED PRESS

**Ceux qui y croient se préparent différemment à la fin du monde, prévue aujourd'hui. Des prêtres mayas placent des fleurs autour d'un feu à Tecpan, au Guatemala, pendant qu'en France des tenants de l'Apocalypse croient que le village de Bugarach sera épargné. À Kiev, en Ukraine, un homme costumé en personnage de Star Wars, distribue du sel aux passants. Aux Pays-Bas, Pieter van der Meer prépare son 'Arche de Noé', dans laquelle peuvent survivre jusqu'à 35 personnes.**

Le principal service québécois d'aide aux proches de personnes prises entre les griffes de sectes est débordé d'appels liés à la fin du monde, que les Mayas ont prétendument annoncée pour aujourd'hui.

« Depuis les 32 dernières années à Info-Secte, j'entends parler de prédictions sur l'imminence de la

fin du monde », affirme Mike Kropveld, président de l'organisme, dans son dernier bulletin d'information. « Cette fois-ci, c'est encore plus effrayant. »

M. Kropveld assure que « c'est la première fois » que les appels sont aussi nombreux, notamment de la part de parents qui s'inquiètent pour des membres de leur famille.

Des professeurs ont aussi joint M. Kropveld afin de pouvoir répondre efficacement aux questionnements de certains élèves. « Ils sont conscients que ça inquiète certains de leurs étudiants », a-t-il expliqué.

« La fin du monde, c'est un sujet qui existe dans les croyances de plusieurs mouvements, mais ils n'ont pas nécessairement de date précise », relate le président d'Info-Secte. Tout le battage autour de la date du 21 décembre fournit un moment précis à ceux qui croient à son imminence.

Mike Kropveld explique que la popularité de cette croyance tient notamment à son utilité pour les gourous de tout acabit. Il s'agirait d'un excellent moyen de fidéliser des adeptes en leur inspirant un « sens d'urgence ».

De plus, pour les gourous, il s'agit d'un bon moyen de faire des profits.

« Il peut y avoir des séminaires, des voyages » offerts aux membres de sectes pour se préparer, a pu constater Mike Kropveld au cours de ses enquêtes. Et si la fin du monde est de toute façon inévitable et rapprochée, à quoi peut bien servir l'argent?

« Ils vont dire que c'est mieux de l'investir dans quelque chose » qui peut aider à sauver des individus, explique l'expert du mouvement sectaire.

Dès demain, l'atterrissage pourrait être douloureux pour tous ceux qui ont cru que leur dernière heure était venue.

Selon Serge Larivée, professeur en psychoéducation de l'Université de Montréal, ils pourraient bien se retrouver en situation de « dissonance cognitive ». C'est ce qui se produit quand le cerveau entre en contradiction profonde avec lui-même.

« Il n'y aura pas de fin du monde. Et ce qui est intéressant, c'est de voir comment vont réagir les gens qui y ont cru, affirme le professeur. Le cerveau a besoin de cohérence pour fonctionner. »

Il prévoit que ces individus trouveront mille et une raisons pour expliquer que rien ne s'est produit.



« Quand le cerveau est pris en flagrante contradiction, il doit retomber sur ses pattes. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 21 Dec 2012 | Ottawa Citizen | CULLEN BIRD | WITH FILES FROM THE CANADIAN PRESS

# Ontario moves to tighten elementary school security

## U.S. shootings prompt move to tighten Ontario elementary student security

Premier Dalton McGuinty announces a 'locked-door' policy after Newtown horror, Security at Ottawa elementary schools is set to tighten after Premier Dalton McGuinty announced \$10 million to fund a "locked-door" policy in response to the Newtown shootings.



MICHELLE SIU/THE CANADIAN PRESS

**Premier Dalton McGuinty said Thursday the tragic events at Newtown, Conn., led him to question whether enough steps were being taken to ensure safety at Ontario schools.**

---

In the announcement Thursday, McGuinty said the tragic events at Newtown, Conn., led him to question whether enough steps were being taken to ensure safety at Ontario schools.

"I think the response to that question requires that we assure parents that all of our elementary schools are locked during the day, that we are controlling access into our elementary schools. So we're going to put a locked-door policy in place," he said.

The policy would mean door security systems and video cameras at all elementary schools in Ontario by next September.

A previous government program gave funding to elementary schools to install security cameras, McGuinty said, but only about 850 of Ontario's 4,000 schools did so.

Ottawa school boards are awaiting further policy announcements from the education ministry.

"All doors in the (Ottawa Catholic) elementary schools are locked, except for the front doors of schools where the office is right near the front door," said Mardi de Kemp.

Kemp said the thinking is that these entrances don't have to be locked because they are monitored continuously by staff in the adjacent offices.

"Once there are specific details available from the ministry about today's funding announcement, we will determine the appropriate course of action for our school district," said Jennifer Adams, director of education at the Ottawa- Carleton District School Board.

The opposition questioned the timing of McGuinty's announcement.

The Tories suggested McGuinty was trying to shift public attention from his government's ongoing fight with public teachers over wage freeze legislation, which prompted rotating one-day strikes in elementary schools this month.

McGuinty said the initiative would not turn schools into "fortresses."

Twenty Grade 1 students and six adults were killed at an elementary school in Newtown last Friday by a young man who shot himself as police arrived at the scene.

Every Ontario school board is required to have a local police-school board protocol, which requires they have a lockdown plan in place that is practised at least twice a year.



The government has arranged for professional development and training for school and board staff and local police services to implement the protocol at both the elementary and secondary levels.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)[Next Story](#)

Article rank | 21 Dec 2012 | Ottawa Citizen | PAM FITZGERALD Pam Fitzgerald is trustee for Zone 5 — College — with the OttawaCarleton District School Board.

# Mcguinty's micromanaging is the larger education issue

In reply to recent questions about labour unrest among teachers in Ontario, we still hear either the premier or the minister repeat their all-too-familiar refrain: it's about the wage freeze. The other response often cited is that it's about the imposition of Bill 115 with its inherent threat to democracy. This gives a far better explanation for teacher discontent than the wage issue, but it doesn't tell the whole story, either.

The real story behind teacher unrest, and the Dalton McGuinty government's part in creating it, remains untold.

Teacher unrest cannot be understood without some understanding of the nature of work and education in the modern age and this has been missing from commentary about the dispute. Daniel Pink, the author of *Drive*, speaks of autonomy rather than money as a motivating factor in the modern workplace. Many teachers acknowledge their generous salaries and it's reasonable to surmise that money alone is not a strong motivating factor for teachers.

Let's take a moment to look back at Dalton McGuinty's legacy. There have been a multitude of changes in our schools over the past 10 years. Some are better known, such as full-day kindergarten and the cap on primary class size. But the list of initiatives is in fact much longer and includes many lesser-known changes to curriculum that prescribe teaching methodology or additional course content.

There have also been changes to procedures within schools that deal with processes around incomplete student assignments and plagiarism. As well, there have been increases in teachers' administrative duties in student testing, record keeping, and report card protocols. Finally, the student population itself has changed in many Ontario schools as more at-risk and special needs students are placed in inclusive classrooms without the necessary assistance available.

Many of these initiatives appear to be laudable but they are frequently implemented with undue haste and perhaps with a sense of political expediency. There is little say on the viability, and the process of implementation and collaboration is frequently lacking.

New initiatives with unforeseen consequences for students, teachers and school administrators often simply serve to stretch teachers to the limit at the expense of time, creativity, and flexibility in the classroom.

While it's recognized that differentiated instruction and a little student autonomy improve learning, teaching itself has become more standardized. Unlike other professions where a standardized approach might improve the product and despite some improvements in test scores, standardization in education has led to frustration for students and teachers alike. As the world-renowned and well-respected educator Sir Ken Robinson might say, we are using the 19th-century factory model to teach 21st-century minds.

Even after noting rather dismal outcomes for educational and testing initiatives implemented south of the border, politicians and bureaucrats generally fail to grasp that more of the same won't improve student learning.

Each child is unique and most parents intuitively learn that the process of raising a child is decidedly different from that of baking a cake. This holds true for teaching too. When asked, teachers will talk about their love for kids and their belief in the power of education to improve young lives as reasons for staying in education. Their responses help illustrate another Pink motivator; the need to seek purpose through work.

At the end of November, McGuinty again announced a new educational initiative, one that will "reach higher by fully embracing higher order skills." This program is designed to teach empathy, creativity and critical thinking skills. Forgive me but it raises the question: Shouldn't an initiative that purports to teach empathy be rolled-out to schools in an empathetic manner?

The implementation of largely inflexible pedagogical initiatives coupled with ever greater government micro-management is an unlikely recipe for improved student success. After nearly 10



years as premier, Dalton McGuinty has failed to learn this lesson.

Robinson and others talk about the wholesale changes needed to transform our schools. Provincially and sometimes locally, the culture of our educational institutions tends to treat adults like children. For real transformation to take place this culture needs to change and we need to fully engage all members of our school communities in the enterprise.

In both the narrower and broader senses of democracy, teacher unrest is as much about educational culture and the imposition of rigid top-down reforms as it is about the taking away of democratic rights. Until the government and administrators learn to better listen to their teachers and students, too, and until they start to act in a more collegial fashion, we are unlikely to see much labour peace in our schools.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 21 Dec 2012 | Ottawa Citizen | CULLEN BIRD | WITH FILES FROM THE CANADIAN PRESS

# All schools to lock doors, McGuinty says

## U.S. shootings prompt move to tighten Ontario elementary student security

Security at Ottawa elementary schools is set to tighten after Premier Dalton McGuinty announced \$10 million to fund a "locked-door" policy in response to the Newtown shootings.



MICHELLE SIU/THE CANADIAN PRESS

**Premier Dalton McGuinty said Thursday the tragic events at Newtown, Conn., led him to question whether enough steps were being taken to ensure safety at Ontario schools.**

---

In the announcement Thursday, McGuinty said the tragic events at Newtown, Conn., led him to question whether enough steps were being taken to ensure safety at Ontario schools.

"I think the response to that question requires that we assure parents that all of our elementary schools are locked during the day, that we are controlling access into our elementary schools. So we're going to put a locked-door policy in place," he said.

The policy would mean door security systems and video cameras at all elementary schools in Ontario by next September.

A previous government program gave funding to elementary schools to install security cameras, McGuinty said, but only about 850 of Ontario's 4,000 schools did so.

Ottawa school boards are awaiting further policy announcements from the education ministry.

"All doors in the (Ottawa Catholic) elementary schools are locked, except for the front doors of schools where the office is right near the front door," said Mardi de Kemp.

Kemp said the thinking is that these entrances don't have to be locked because they are monitored

continuously by staff in the adjacent offices.

"Once there are specific details available from the ministry about today's funding announcement, we will determine the appropriate course of action for our school district," said Jennifer Adams, director of education at the Ottawa- Carleton District School Board.

The opposition questioned the timing of McGuinty's announcement.

The Tories suggested McGuinty was trying to shift public attention from his government's ongoing fight with public teachers over wage freeze legislation, which prompted rotating one-day strikes in elementary schools this month.

McGuinty said the initiative would not turn schools into "fortresses."

Twenty Grade 1 students and six adults were killed at an elementary school in Newtown last Friday by a young man who shot himself as police arrived at the scene.

Every Ontario school board is required to have a local police-school board protocol, which requires they have a lockdown plan in place that is practised at least twice a year.

The government has arranged for professional development and training for school and board staff and local police services to implement the protocol at both the elementary and secondary levels.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

» EN BREF

**MCGUINTY VEUT UNE POLITIQUE DE LA «PORTE FERMÉE» DANS LES ÉCOLES PRIMAIRES**

TORONTO — Le premier ministre ontarien Dalton McGuinty dit vouloir une politique de la «porte fermée» dans toutes les écoles primaires de la province à partir de septembre prochain. M. McGuinty espère ainsi rassurer les parents et leur démontrer que le gouvernement fait tout en son pouvoir afin d'assurer la sécurité des écoliers. Cette annonce survient quelques jours après la fusillade mortelle qui a éclaté dans une école primaire de Newtown, au Connecticut. Seulement 850 des 4000 écoles primaires de la province ont profité d'un programme provincial permettant d'installer des caméras vidéo à l'extérieur des portes des établissements. Le programme en question était toutefois seulement destiné aux bâtiments dont l'entrée n'était pas clairement visible à partir de la réception. Selon le premier ministre, il en coûterait environ 10 millions\$ pour équiper toutes les écoles de caméras vidéo d'ici la rentrée des classes, à l'automne prochain. Dalton McGuinty a tenu à préciser que les écoles de la province ne seraient pas transformées en forteresses aux fenêtres placardées pour autant. Le premier ministre a ajouté que la tuerie de Newtown, lors de laquelle 20 élèves du primaire et six adultes ont été assassinés, l'a poussé à s'interroger à savoir si l'Ontario faisait tout ce qu'il pouvait pour garantir la sécurité des élèves.

La Presse Canadienne

**UNE PETITE VILLE DU TEXAS PERMET AUX ENSEIGNANTS DE PORTER DES ARMES À L'ÉCOLE**

HARROLD, TEXAS — Dans la petite ville d'Harrold, au Texas, les élèves et leurs parents ne s'inquiètent pas vraiment de la sécurité dans la seule école de leur communauté, puisque certains enseignants sont armés. Le bureau du shérif le plus proche est situé à 30 minutes de route, et les résidents de la ville se connaissent et se font confiance. «Nous n'avons pas d'argent pour embaucher un garde de sécurité, mais nous avons trouvé une meilleure solution, explique un responsable de l'administration scolaire, David Thweatt. Nous pouvons protéger nos enfants.» Dans la foulée du massacre de la semaine dernière dans une école primaire du Connecticut, les élus de plusieurs États américains, dont l'Oklahoma, le Missouri, le Minnesota, le Dakota du Sud et l'Oregon, ont indiqué qu'ils envisageaient d'adopter des lois permettant aux enseignants et aux administrateurs scolaires de porter des armes à feu sur leur lieu de travail.

Associated Press

**Les funérailles deviennent une routine déchirante à Newtown**

NEWTOWN, CONN. — La petite communauté de Newtown, au Connecticut, a continué hier de rendre hommage aux victimes de la fusillade de la semaine dernière à l'école primaire Sandy Hook, en cette saison de réjouissances marquée par des pertes déchirantes.

À Danbury, à une vingtaine de kilomètres de Newtown, des proches et des amis de l'enseignante Lauren Gabrielle Rousseau, dont la famille est originaire de la région des Cantons de l'Est, au Québec, se sont réunis dans une église protestante pour lui faire leurs derniers adieux. Les membres de la congrégation ont chanté *Morning Has Broken* et *Let There Be Peace On Earth*.

Ses amis se sont succédé sur l'autel pour se rappeler d'une femme pleine d'entrain, au tempérament joyeux et appliquée dans son travail. Elle aimait les enfants et les animaux, en particulier les chats, et elle a toujours voulu être enseignante. Ses proches ont raconté comment la jeune femme de 30 ans avait ensoleillé leur vie avec ses blagues, et comment elle leur avait tous attribué des surnoms.

À Newtown, lieu du massacre, des dizaines de personnes au visage sombre se sont rassemblées à l'église Sainte-Rose de Lima pour assister aux funérailles de Catherine Hubbard, six ans. Dans leur



Parents et amis assistent aux funérailles de Lauren Gabrielle Rousseau, l'une des victimes de la tuerie de Newtown vendredi dernier.

ASSOCIATED PRESS

hommage funèbre, ses proches ont déclaré qu'ils se souviendraient de sa passion pour les animaux et de son sourire constant.

Lauren Gabrielle Rousseau et Catherine Hubbard font partie des 20 élèves et des six adultes tués vendredi à Newtown, quand Adam Lanza, 20 ans, armé d'un fusil d'assaut de style militaire, est entré dans l'école primaire Sandy Hook et a ouvert le feu. Il avait tué sa mère chez elle avant le massacre et s'est suicidé dans l'école quand la police est arrivée.

Au moins cinq funérailles et six veillées funèbres étaient prévues hier à Newtown. D'autres cérémonies et hommages doivent avoir lieu aujourd'hui et demain.

«Les premiers jours, tout ce qu'on entendait, c'étaient les hélicoptères», a déclaré Joseph Young, un médecin de la ville qui a assisté aux funérailles d'une victime à Newtown et qui a l'intention de se rendre à plusieurs autres. «Maintenant, dans mon bureau, tout ce que j'entends, c'est le bruit des escortes en moto et des processions funèbres qui vont et viennent tout au long de la journée.»

Le symbole de Noël a pris un nouveau sens à Newtown, où des citoyens ont érigé un monument commémoratif composé de 26 sapins, un pour chaque victime de l'école.

Associated Press

LEDROIT, LE VENDREDI 21 DÉCEMBRE 2012

**LE CHÂTEAU**  
ENTREPÔT | OUTLET

25 \$ pour 50 \$ sur les vêtements chez LE CHÂTEAU ENTREPÔT

Economisez **50%**  
prix 25\$ valeur 50\$

Moulin Wakefield Mill

À partir de 169 \$ pour un séjour pour 2 au Moulin Wakefield Mill Hôtel & Spa

Economisez **48%**  
prix 169\$ valeur 324\$

Le «French Quarter»

20 \$ pour 40 \$ applicables au restaurant Le «French Quarter»

Economisez **50%**  
prix 20\$ valeur 40\$

Avez-vous vu nos offres aujourd'hui?

**tuango**

tuango.ca

f b